



Unité Départementale du Havre
Équipe Raffinage-pétrochimie

Arrêté du - 5 JUIL. 2024 mettant en demeure la société 2H ENERGY à Saint-Léonard de se conformer aux prescriptions édictées en matières d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.171-6 et L.171-8 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral cadre du 03 juillet 2002 modifié par l'arrêté du 14 novembre 2012 autorisant et réglementant les activités exercées par la société 2H ENERGY ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 24-010 du 14 février 2024 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courriel le 18 juin 2024 ;
- Vu la réponse formulée par l'exploitant par courriel le 2 juillet 2024 ;

CONSIDÉRANT :

qu'à l'occasion de la visite de l'établissement exploité par la société 2H ENERGY, le 10 juin 2024, l'inspection des installations classées a constaté que les équipements utilisés en atmosphères explosibles (ATEX) ne sont pas destinés à être utilisés dans ces zones ;

que ce constat est établi sur la base du « rapport de vérification de sécurité des installations électriques en zones ATEX (Apave- 06/02 au 13/06 2014) » qui comprend le tableau d'évaluation de la conformité en zone ATEX ;

que ce tableau recense 50 non-conformités et que l'exploitant ne dispose pas de plan d'action pour les lever ;

que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 susvisé qui disposent à l'article 65 que « *dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles* » ;

que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société 2H ENERGY de respecter les dispositions et prescriptions réglementaires applicables pour son établissement situé sur la commune de Saint-Léonard ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – OBJET

La société 2H ENERGY (SIRET 35392644700130), dont le siège social est situé parc activité hautes falaises – ZI de babeuf 76400 Saint-Léonard, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son établissement situé à la même adresse :

- l'article 65 de l'arrêté du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en **justifiant**, avant le **1^{er} octobre 2024**, que les équipements utilisés dans les zones pouvant être à l'origine d'une explosion sont conformes aux dispositions des articles R.557-7-1 à R.557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Cette prescription est réputée satisfaite si le tableau d'adéquation du matériel en zone ATEX exhaustif et à jour ne mentionne aucune non-conformité.

ARTICLE 2

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 4 – INFORMATION DES TIERS

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Saint-Léonard pendant une durée minimum d'un mois.

ARTICLE 5 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée, et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R. 421-1 du code de justice administrative).


Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

ARTICLE 6 – EXÉCUTION – AMPLIATION

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet de l'arrondissement du HAVRE, le maire de la commune de Saint-Léonard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation est notifiée à l'exploitant.

Fait à Rouen, le **05 JUIL. 2024**

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale



Béatrice STEFFAN

